

Seul le discours prononcé fait foi



Investir dans les populations rurales

Discours de
Gilbert F. Houngbo
Président du
Fonds international de développement agricole
(FIDA)

Prononcé à
la séance inaugurale de la
quarante-deuxième session
du
Conseil des gouverneurs

Siège de la FAO
Rome
14 février 2019

Mesdames et Messieurs les Membres du Bureau du Conseil des gouverneurs,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à la quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Sa Sainteté le Pape François nous a rappelé que nous ne pouvons pas relâcher nos efforts, et qu'au contraire nous devons nous employer à chercher des innovations pouvant mettre un terme à la faim et à la pauvreté, faire respecter la dignité humaine et protéger les ressources naturelles de la Terre. J'espère que ces sentiments nous guideront non seulement pendant ce Conseil des gouverneurs, mais tout au long des années à venir.

Permettez-moi également de remercier nos invités de marque pour leurs messages éclairants, ainsi que Midori pour son émouvante prestation musicale.

Je saisis aussi cette occasion pour souhaiter chaleureusement la bienvenue à la République de Pologne, qui devient le 177^e État membre du FIDA. Nous nous réjouissons à la perspective de ce nouveau partenariat constructif de lutte contre la faim et la pauvreté.

Bienvenue, enfin, aux représentants des peuples autochtones qui viennent de terminer leur réunion.

Vous ne le savez que trop, les taux d'extrême pauvreté et d'insécurité alimentaire demeurent élevés.

Selon les estimations, 736 millions de personnes vivent avec moins de 1,90 USD par jour. Près de 80% d'entre elles vivent en milieu rural.

Les progrès que nous avons enregistrés en matière de réduction de la faim sont au point mort. Aujourd'hui, près de 821 millions de personnes souffrent de dénutrition chronique, soit 37 millions de plus qu'en 2014, ce qui nous ramène aux niveaux d'il y a une décennie.

Parallèlement, la rareté des ressources naturelles est de plus en plus un moteur de migration. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), environ 15% de la population mondiale se déplace actuellement. Et, selon les estimations, le nombre de personnes que les pressions environnementales et les changements climatiques pousseront au déplacement pourrait s'élever à 1 milliard.

Pour atteindre le seul objectif de développement durable de la "faim zéro", il faudrait investir chaque année 180 milliards d'USD dans les zones rurales. Sur ce total, les deux tiers doivent aller à l'agriculture.

L'aide publique au développement accordée à l'agriculture a augmenté de 30% au cours des cinq dernières années, mais elle ne représente qu'environ 5% de l'aide publique au développement totale.

La question que je vous pose est la suivante: allons-nous prendre des mesures pour combler cette lacune? Allons-nous y investir toute notre imagination, tout notre esprit d'initiative? Allons-nous investir davantage pour éviter de futures crises de la faim, de la pauvreté et des migrations? Ou allons-nous simplement faire des déclarations et nous cantonner à la routine?

C'est dans ce contexte que nous avons choisi l'innovation rurale et l'entrepreneuriat comme thème de notre Conseil des gouverneurs – l'innovation à tous les niveaux, de la base au sommet.

Depuis notre dernière rencontre, le FIDA a fait de grands progrès dans le programme global de réforme qu'il a entrepris pour être à la hauteur des défis qui l'attendent.

En 2018, avec un montant de 1,13 milliard d'USD, nous avons achevé le reste de notre programme de prêts et dons de FIDA10, qui s'élevait à 3,2 milliards d'USD.

Le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC), établi par le FIDA il y a un peu plus d'un an, est maintenant prêt à être lancé demain.

Nous avons fait procéder à deux examens financiers distincts: l'examen de notre architecture financière par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA et l'examen de la gestion des risques financiers par le cabinet Alvarez & Marshal -, et nous avons commencé à mettre en œuvre leurs recommandations.

En 2018, le taux de décaissement était de 17,7%, chiffre supérieur à l'objectif de 15% fixé pour FIDA10.

En ce qui concerne la décentralisation, aujourd'hui, 30% du personnel du FIDA est sur le terrain ou en cours d'installation, contre 18% il y a un an. Cette évolution n'est pas seulement conforme à la réforme des Nations Unies; elle nous permet aussi d'être plus proches des communautés pour lesquelles nous travaillons et de nous engager plus efficacement et plus pleinement dans la concertation sur les politiques.

En ce qui concerne l'avenir, nous prévoyons d'allouer un montant record de 1,7 milliard d'USD aux programmes et projets en 2019, grâce aux progrès réalisés dans notre programme de réforme. Cela fait partie de notre engagement de 3,5 milliards d'USD pour FIDA11.

Nous consoliderons également le programme de réforme qui a débuté l'année dernière et continuerons de mettre en place les éléments constitutifs du processus de notation du crédit. Il s'agit notamment de:

- continuer de renforcer notre architecture de gestion du risque institutionnel, en particulier pour faire face aux risques financiers, opérationnels ou de réputation;
- mettre en œuvre nos procédures améliorées d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC).

Nous prenons ces mesures dans l'intérêt d'une bonne gouvernance et aussi pour mieux positionner l'institution en ce qui concerne la notation du crédit.

Rappelons que la réforme de la stratégie financière du FIDA n'est pas une fin en soi, mais qu'elle est un moyen d'obtenir un plus grand impact dans les zones rurales pour les populations que nous servons, en particulier les ruraux pauvres.

Une note de crédit solide, associée à des stratégies de mobilisation appropriées, permettrait au FIDA de canaliser une plus grande part de ses ressources de base vers les pays à faible revenu. Dans le même temps, elle lui permettrait d'offrir un volume accru de prêts ainsi que des produits financiers et des conditions de financement différenciés à tous nos États membres emprunteurs.

Il est également urgent de trouver une solution durable au risque financier que pose actuellement le Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), qui, comme vous vous en souviendrez peut-être, diffère de celui mis en place par les autres institutions financières internationales, et représente une menace importante pour la viabilité financière à long terme du FIDA.

De toute évidence, les solutions aux problèmes que pose le CSD doivent tenir compte des risques structurels. En parallèle, nous devons éviter d'imposer un fardeau financier inacceptable aux pays à faible revenu qui ont besoin du CSD.

Outre cette question, permettez-moi d'attirer votre attention sur ce que je considère comme une lacune de notre modèle opérationnel actuel.

Premièrement, malgré nos efforts pour augmenter de 10% le programme de prêts et dons de FIDA11, et malgré les efforts de la communauté internationale du développement, un certain nombre de pays emprunteurs du FIDA sont encore gravement menacés par l'insécurité alimentaire, comme le soulignent les deux derniers rapports sur L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde.

La plupart de ces pays – sinon tous – sont des pays à faible revenu. Et la plupart sont extrêmement vulnérables aux changements climatiques. Certains sont également en situation de fragilité.

Deuxièmement, pour les pays en situation de fragilité, notre modus operandi actuel oblige trop souvent le FIDA à suspendre ses opérations – non pas pour des raisons de sécurité, mais parce que ces pays ont accumulé des arriérés.

Autrement dit, Mesdames et Messieurs, au moment où certains de nos pays emprunteurs ont le plus besoin du FIDA, nous suspendons notre appui.

Troisièmement, il y a la question des changements climatiques. Selon la Climate Policy Initiative, sur le montant estimé de 463 milliards d'USD investi annuellement dans le financement de l'action climatique au niveau mondial, 22 milliards d'USD seulement sont consacrés à l'adaptation aux changements climatiques, tous secteurs confondus.

En d'autres termes, les personnes des communautés rurales et, en particulier, les femmes, les filles et les membres des peuples autochtones sont les plus exposées aux effets des changements climatiques. Et pourtant, ce sont ceux qui souffrent le plus de ces changements qui reçoivent le moins de financement pour y faire face.

Compte tenu de ces trois facteurs – et après presque deux ans à la tête de notre institution, je suis convaincu que notre modèle opérationnel actuel doit être complété par un guichet de dons pour "mettre le turbo" sur les pays au revenu le plus faible, qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire, des changements climatiques et de la fragilité – l'accent devant être mis en particulier sur les femmes et les filles ainsi que sur les communautés ou les populations marginalisées. Et cela EN SUS DE nos opérations actuelles.

Nous ne pouvons pas faire marche arrière et revenir à un monde où la faim progresse d'année en année; nous ne le ferons pas.

En outre, l'innovation dans notre modèle opérationnel exige une plus grande ouverture au secteur privé, car nous savons que l'APD seule ne suffit pas. Notre stratégie pour le secteur privé, qui sera présentée au Conseil d'administration en mai, sera cruciale.

Dans ce contexte, permettez-moi déjà de vous remercier d'avoir accepté la modification proposée à l'Accord portant création du FIDA, qui permet notre engagement dans le Fonds ABC, qui sera lancé demain.

Le Fonds ABC est un fonds d'impact conçu pour aider les agroentrepreneurs et les petites et moyennes entreprises rurales des pays en développement à accéder au capital, à développer leurs entreprises et à créer des emplois, en particulier pour les jeunes, qui sont trop souvent contraints de migrer à la recherche d'un travail.

La mission du FIDA demeure sa ligne directrice dans un monde en mutation rapide. Mais pour continuer à tenir nos promesses – et à faire plus et mieux –, nous devons nous adapter à notre époque. Le FIDA doit impérativement innover pour continuer d'investir dans les populations rurales et leurs communautés, et faire sa part pour venir à bout de la pauvreté et de la faim.

Pour terminer, permettez-moi de vous remercier encore une fois de m'avoir donné l'occasion de diriger le FIDA et de superviser son évolution à mesure que le Fonds contribue de plus en plus à résoudre certains des problèmes urgents d'aujourd'hui: la faim, la pauvreté, les changements climatiques et les migrations.

Notre ordre du jour est chargé, mais j'espère que vous trouverez aussi quelques instants pour profiter de la beauté de Rome, la Ville éternelle.